

[Voir la version en ligne](#)agence nationale
de la cohésion
des territoires

LE BULLETIN DE VEILLE

Veille & territoires

380 - 16 juin 2025



ANCT - Rapport annuel 2024

ANCT, juin 2025. 45 p.

Le rapport met en lumière le foisonnement des actions de l'Agence en 2024 structurées autour de cinq piliers : l'accès aux services, l'accompagnement en ingénierie des territoires, la cohésion européenne, les politiques publiques en faveur des territoires défavorisés, et la production de connaissances. Le rapport d'activité présente également la façon dont l'Agence accompagne concrètement une collectivité tout au long de son projet, de l'idée à

l'inauguration ; et propose de nombreux exemples illustrés, des témoignages d'élus et l'ensemble des chiffres-clés des réalisations en 2024.

► Le rapport d'activité 2024

Aménagement du territoire

► Adaptation de l'aménagement des territoires au changement climatique

Sénat, Mission d'information sur l'adaptation de l'aménagement des territoires au changement climatique, Philippe Fait, Fabrice Barusseau. Rapport d'information n° 1525, juin 2025. 151 p.

À travers ses 102 propositions, la mission entend "accompagner les collectivités et l'ensemble des acteurs publics et privés concernés", dans une "nouvelle approche de l'aménagement du territoire". Le rapport insiste sur la nécessité de développer un « réflexe adaptation » dans toutes les politiques publiques, en intégrant les enjeux climatiques dans les décisions d'investissement et dans l'ensemble des documents stratégiques. Il préconise une meilleure coordination entre les collectivités locales et l'État, identifiant la faiblesse de l'accompagnement des collectivités locales comme un obstacle majeur à la mise en œuvre des politiques d'adaptation et propose un renforcement de l'ingénierie publique et des moyens consacrés à ces politiques.

► Le rapport

► "Exode urbain" : bataille de chiffres et aménagement du territoire

Frédéric Ville. *Population & Avenir*, n° 773, mai-juin 2025. pp. 14-16

Depuis que l'expression « exode urbain » a fait florès dans les médias lors de la pandémie Covid-19, ce sujet est passionnel. Évidemment, ce phénomène ne s'est pas constaté, puisque l'expression était impropre. Faut-il en déduire l'absence de tout départ de citoyens des grandes villes vers les campagnes ? Ou y a-t-il, dans divers territoires ruraux, une renaissance due à une attractivité renouvelée ?

AGENDA - Les webinaires du CPAT – mercredi 2 juillet, de 12h à 12h45

La fin de l'aménagement du territoire : du lent renoncement à l'impérieux nouveau

Le Cercle pour l'aménagement du territoire propose un nouveau format de rendez-vous. 45 minutes pour partager, questionner, comprendre, débattre avec l'auteur-e d'une publication d'actualité sur l'aménagement du territoire, les politiques territoriales. Ce premier webinar propose un temps d'échange avec **Arnaud Brennetot**, auteur d'une note récente publiée par la Fondation Jean Jaurès : "La fin de l'aménagement du territoire : du lent renoncement à l'impérieux nouveau".

S'inscrire | **Le site du CPAT**

La note d'Arnaud Brennetot

Attractivité territoriale

► Évolution des facteurs d'attractivité : le point de vue des agences d'attractivité

CNER, Lise Bourdeau-Lepage, Cindy Emond. Juin 2025. 66 p.

Le CNER, fédération des agences de développement économique, publie une nouvelle étude qui révèle un changement de paradigme majeur dans l'attractivité territoriale. Les facteurs traditionnels dits « hard » tels que les infrastructures de transport et la fiscalité, bien que toujours importants, ne suffisent plus à assurer l'attractivité d'un territoire. La capacité à offrir un cadre de vie de qualité et à placer l'humain au centre des préoccupations est devenue primordiale pour attirer et retenir les talents et les entreprises.

Cohésion sociale et territoriale

► Faut-il en finir avec la France des tours et la France des bourgs ?

Max Rousseau et Achraf Manar. France Culture, émission "*Douce France*", 6 juin 2025. 58 mn

Selon une expression largement reprise aujourd'hui, la "France des tours" s'opposerait à "la France des bourgs". Est-ce vraiment le cas ? Les territoires relégués n'ont-ils pas au contraire beaucoup en commun ? Echanges avec Max Rousseau, professeur d'études urbaines à l'école de l'aménagement durable des territoires à Vaulx-en-Velin et Achraf Manar, fondateur du mouvement Destins liés.

► (Re)faire nos liens : l'impact du lien social dans les territoires

Impact Tank, Hélène L'Huillier, Tarik Ghezali, Élodie Jimenez et al. mai 2025. 220 p.

Alors que de nombreux signes de fragilisation du lien social sont apparus au cours des dernières années, il est plus que jamais urgent de le renforcer au niveau national et sur les territoires, pour refaire société. Mais il est difficile d'agir sur ce qu'on peine à saisir, et le lien social échappe en partie aux outils de mesure conventionnels. Si certains indicateurs emblématiques comme le sentiment de

confiance vis-à-vis des autres, d'isolement ou de solitude, mettent en lumière l'importance du lien social en tant qu'enjeu d'action privée ou publique, aucun outil de référence n'existe pour valoriser les initiatives créant du lien sur les territoires. Comment, dans ces cas-là, saisir le subjectif, l'invisible ? Comment saisir cette part d'individuel qui contribue à faire société ?

► Le rapport

Collectivités territoriales

► Rapport d'information sur les fractures territoriales et la péréquation

Assemblée nationale, Commission des finances, Marina Ferrari, Emmanuel Mandon. Rapport d'information n° 1480, 28 mai 2025. 42 p.

L'atténuation, sinon la suppression, des inégalités entre collectivités et territoires a constitué un objectif constant de politique publique. Les mécanismes de péréquation élaborés au fil du temps sont généralement considérés comme des outils adéquats pour tendre vers un tel objectif. Dans quelle mesure cet effort a-t-il été fructueux et quelles dispositions pourrait-on, le cas échéant, prendre pour en améliorer l'efficacité ? Dans ce rapport, l'évaluation à laquelle les rapporteurs spéciaux se sont livrés se place dans la perspective de la résorption des inégalités territoriales en matière de qualité du service public et de capacité d'action des pouvoirs publics. Les rapporteurs spéciaux proposent des recommandations permettant de renforcer la lisibilité, l'acceptabilité ou l'efficacité de certains dispositifs.

► Le rapport

► Le recours par les collectivités locales aux prestations intellectuelles des cabinets de conseil

Cour des comptes. Juin 2025. 62 p.

En réponse à une proposition issue de sa plateforme citoyenne, la Cour des comptes publie une enquête sur le recours aux cabinets de conseil par les collectivités locales. Conduit par les chambres régionales et territoriales des comptes d'Occitanie, de Nouvelle-Aquitaine, de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de Polynésie française, ce rapport analyse 15 collectivités territoriales réparties dans ces quatre régions. En juillet 2023, la Cour avait déjà publié son premier rapport d'initiative citoyenne sur le même sujet, au niveau de l'État. Outre une estimation des dépenses liées à ces prestations de conseil dans le budget des collectivités, ce nouveau rapport aborde deux questions centrales : pourquoi les collectivités locales font-elles appel à des cabinets de conseil plutôt qu'aux compétences des fonctionnaires territoriaux et des opérateurs publics ? En quoi les prestations fournies par ces prestataires externes contribuent à améliorer la gestion publique locale ?

► Le rapport d'initiative citoyenne ► La synthèse

Démographie

► Les communes françaises face au défi démographique. Au-delà des constats généraux ...

Olivier Vassal. *Population & Avenir*, n° 773, mai-juin 2025. pp. 4-7

Cet article restitue l'analyse des enjeux démographiques à la maille des communes françaises. Il s'appuie pour cela sur un travail de catégorisation effectué à partir des données publiques disponibles sur la période 1968-2021. Après avoir décrit les 22 groupes qui ont servi de base de réflexion, l'auteur analyse les évolutions qui ont caractérisé les territoires sur le demi-siècle écoulé. Dans un second temps, il s'attache à définir la notion de fragilité démographique afin d'en analyser les causes et proposer quelques pistes de réflexion.

Développement économique

► La nouvelle donne de l'ingénierie des collectivités territoriales en matière de développement économique : quels outils ? Quelles pratiques ?

Sénat, Délégation aux collectivités territoriales, Daniel Guéret, Sonia de La Provôté, Jean-Jacques Lozach, Céline Brulin. Rapport d'information n° 660 du 27 mai 2025. Synthèse, 10 p.

La délégation sénatoriale s'est intéressée à la nouvelle donne de l'ingénierie du développement économique des collectivités territoriales, qui peut être définie comme l'ensemble des stratégies, méthodes et outils qui concourent au développement économique des territoires. Elle souligne le rôle essentiel de la puissance publique pour développer une approche systémique des politiques publiques, planifier la stratégie sur le long terme, articuler les compétences, coordonner les ingénieries, qu'elles soient publiques ou privées, favoriser les synergies et les réciprocity entre les acteurs économiques, sans perdre de vue le principal : donner du sens aux écosystèmes territoriaux et permettre le développement de projets qui ont pour finalité de contribuer au développement responsable et durable des territoires.

► L'essentiel du rapport

► Installer un bistrot communal

Fédération Nationale des Bistrots de Pays, juin 2025. 51 p.

Face à une demande croissante d'élus désireux de recréer du lien social dans leur commune, la Fédération Nationale des Bistrots de Pays publie en partenariat avec l'Association des maires ruraux de France et avec le soutien de l'ANCT, un guide opérationnel pour les accompagner. Que le projet prenne la forme d'une réhabilitation ou d'une construction neuve, l'enjeu est le même : proposer un lieu vivant, utile, et adapté aux besoins locaux. Ce guide vise à offrir un cadre éprouvé pour structurer l'idée, fédérer les acteurs du territoire et poser les bases d'un commerce de proximité durable, vecteur de lien social en milieu rural. Check-lists, fiches pratiques et retours d'expérience viennent baliser chaque étape de manière claire et pragmatique.

► Le guide méthodologique

En parallèle, la Fédération publie également la nouvelle édition 2025 du guide juridique des Bistrots de Pays, élaborée avec l'expertise du cabinet Cécile Lavis Avocat.

► Le guide juridique

► Les mythes de la réindustrialisation

Olivier Galland. Telos, 10 juin 2025

Les appels à la réindustrialisation du pays se multiplient et la France s'est fixé l'objectif d'amener la part de l'industrie manufacturière dans le PIB à 15%, la moyenne européenne, alors qu'elle n'est

aujourd'hui que de 9%, un des plus bas taux de l'UE 27. Mais en faisant de la réindustrialisation l'alpha et l'omega de la politique économique, on semble oublier le fait que le recul de la part de l'industrie dans la production de richesse est une tendance structurelle de long terme.

Entrées de ville

► Baromètre des entrées de ville commerciales en France

Connaître, comprendre, agir

Icade, SCET. Juin 2025. 96 p.

Ce Baromètre dresse une cartographie nationale des zones commerciales situées en entrée de ville, analysant leur potentiel de transformation à l'échelle de la France métropolitaine selon leur taille et le dynamisme du territoire. L'étude cible les sites de plus d'un hectare, situés dans des aires urbaines dont la ville-centre compte au moins 10 000 habitants. Elle s'appuie sur le croisement de bases de données (OpenStreetMap, EmpCom) et sur une enquête auprès de 249 décideurs territoriaux et professionnels, ainsi qu'un panel représentatif de 1 000 Français. L'étude recense ainsi 3 838 sites d'entrées de ville commerciales principalement concentrés dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France, Nouvelle-Aquitaine et Grand Est. Quatre priorités pour accélérer la transformation sont formulées : créer des référentiels sur des sites pilotes, structurer une gouvernance partagée, saisir les opportunités foncières pour l'emploi, et réussir l'alliance public-privé à l'échelle des zones.

► Le Baromètre

► Enquête Ipsos - Les Français et l'implantation de logements dans les entrées de ville commerciales

Gestion de l'eau

► Le futur de l'eau en questions

Julie Trottier, Éric Vidalenc, Emma Haziza et al. *Horizons publics*, hors-série été 2025. pp. 12-55

Trois grands enjeux sont explorés dans ce dossier : l'eau face à la compétition des usages, les services publics de l'eau demain et l'importance de repenser les imaginaires collectifs pour changer les pratiques. L'objectif est de préparer une véritable « bifurcation » pour les services publics de l'eau, en réinventant les modèles économiques et les récits autour de cette ressource vitale. Un regard essentiel sur les défis et les pistes d'adaptation pour demain.

► Et si l'eau potable ne coulait plus de source... quel modèle économique mettre en place ?

Mehdi Guelmamen, Alexandre Mayol, Justine Le Floch, Stéphane Saussier. *The Conversation*, juin 2025

Après les sécheresses de 2022 et de 2023, la disponibilité de l'eau potable en France n'a plus rien d'une évidence. Le modèle économique de distribution de l'eau imaginé à un moment où la ressource semblait infinie mérite d'être repensé. La tarification, d'une part, et l'exploitation, d'autre part, sont au cœur des réflexions à mener.

Mer - Littoral

► **Gestion des risques littoraux : Retour d'expériences de villes littorales résilientes**

Cerema, Stéphanie Cuenot-Wolff. Avril 2025. 53 p.

Les villes côtières sont de plus en plus vulnérables aux risques littoraux qui sont aggravées par le changement climatique. A court/moyen terme, leur adaptation implique la mise en œuvre d'une combinaison de solutions. En cas de situations irrémédiables, la recomposition spatiale doit être envisagée pour ces territoires vulnérables. L'objectif de cette étude est de réaliser un état des lieux et un retour d'expériences des mesures de réduction de la vulnérabilité de villes littorales « résilientes » vis-à-vis des risques littoraux, sans prétendre présenter une liste exhaustive des solutions de gestion des risques littoraux.

► L'étude

► **L'océan est aussi l'affaire des élus locaux : exemples en Aquitaine, en Bretagne et en Occitanie**

Gwenaël Leblong-Masclét, Romain Pasquier. *The Conversation*, juin 2025

La 3^e Conférence des Nations unies sur l'océan (Unoc 3) se tient à Nice à partir du 9 juin 2025. Elle met notamment en lumière un enjeu souvent sous-estimé : la place stratégique des collectivités territoriales dans la gouvernance maritime. Étude de cas à Lacanau en Aquitaine, au Parc naturel marin d'Iroise en Bretagne et au Parlement de la mer en Occitanie.

Métropole

► **Métropoles et grandes villes en 2045. Quatre concepts pour réinventer la ville**

Fondation Jean Jaurès, Dylan Buffinton. Juin 2025. 40 p.

Dans un monde saturé d'informations, où tout devient urgent, il est de plus en plus difficile de penser le long terme. Pour nous aider à prendre de la hauteur, la prospective permet d'observer les grandes dynamiques en cours, parfois invisibles dans l'instant, mais qui peuvent s'avérer structurantes. C'est à quoi nous invite cette étude, en proposant plusieurs futurs possibles pour les métropoles en 2045. Qu'advient-il, mais, surtout, que pouvons-nous encore infléchir ? L'auteur explore quatre concepts, interconnectés, pour penser les villes de demain et avoir prise sur leur avenir.

► La note

Mobilité

► **Territoires ruraux et périurbains. Des clés pour réussir son projet de mobilité**

Ademe, Séverine Boulard, Cerema, Alexandre Fabry. Juin 2025. 52 p. Coll. *Clés pour Agir*

Dans les territoires ruraux et périurbains, l'usage de la voiture est très largement dominant pour les déplacements quotidiens, engendrant un coût important pour les ménages, un accès difficile aux emplois et services pour les personnes fragiles. Il n'existe pas de solution de mobilité unique et clé en mains au regard de la diversité des contextes territoriaux mais des alternatives peuvent être mises en place. C'est ce que cet ouvrage tente de montrer au travers de projets de mobilité réussis. Ces retours d'expériences ont permis de dégager des clés de réussite pouvant servir d'autres territoires désirant se lancer dans des projets de mobilité.

► Recommandation de la Commission européenne concernant la précarité en matière de transport : garantir une mobilité abordable, accessible et équitable

Journal officiel de l'Union européenne. Recommandation (UE) 2025/1021 du 22 mai 2025. 12 p.

Cette recommandation de la Commission européenne émet une série de préconisations à destination des États membres afin de garantir une mobilité abordable, accessible et équitable. Elle invite à l'élaboration d'une approche stratégique pour combattre et prévenir la précarité en matière de transport, et fait plusieurs recommandations concernant les financements, la connectivité, la coopération entre États membres concernant la collecte de données, ...

► Aménager avec les Serm : mettre les territoires sur de bons rails

FNAU. *Traits d'Agence*, #46, printemps 2025. 28 p.

L'accès de tous à une mobilité du quotidien performante est un enjeu d'équité territoriale. C'est dans cet objectif qui est à la fois social, écologique et d'aménagement des territoires, que la loi de décembre 2023 a ouvert la possibilité de création de Systèmes express régionaux métropolitains (Serm) comme catalyseurs de mobilités plus inclusives et de cohésion territoriale. Ce numéro illustre la richesse des initiatives locales dans lesquelles sont impliquées les agences d'urbanisme et appelle à une mobilisation conjointe des élus et des techniciens de la mobilité et de l'urbanisme pour faire des Serm des vecteurs de transformation en profondeur de nos territoires.

► Le dossier



Sélection bibliographique "Mobilités rurales"

ANCT, Service de veille, juin 2025

Cette sélection bibliographique a été réalisée à l'occasion des Rencontres nationales France mobilités, le lundi 2 juin 2025 à Dijon, dans le cadre de l'ANCTour. Sont proposés des outils et guides pratiques, des références de rapports institutionnels et de nombreux articles et analyses venant enrichir les réflexions en matière de mobilité dans les zones peu denses.

► La sélection bibliographique

Numérique

► Le " droit au non-numérique ", une piste de lutte contre la fragilité numérique ?

Etude de cas à Ecully et dans le quartier Les Sources - Le Pérolle

UrbaLyon, Observatoire métropolitain des solidarités, avril 2025 (publié en juin 2025). 16 p.

L'objectif principal de cette étude est d'évaluer l'opportunité d'instaurer un droit au non-numérique, garantissant aux usagers la possibilité d'opter, s'ils le souhaitent, pour des démarches administratives physiques ou partiellement-physiques. Cette réflexion s'inscrit dans une démarche d'accès local équitable aux services publics, tenant compte des enjeux d'accompagnement humain et de sécurité en

ligne. Ce rapport présente une synthèse des travaux de deux groupes de travail, ainsi que les enjeux pratiques et organisationnels associés à la mise en œuvre d'un "droit au non-numérique".

► L'étude

Politique de la ville



Étude de cas sur l'expérimentation « quartiers à impact collectif »

ANCT, Fil Conseil Inc., Myriam Bérubé et Jean-Marie Chapeau.

Juin 2025. 23 p. Coll. *Comprendre*

Cette étude de cas analyse la première phase (2021-2023) de l'expérimentation « Quartiers à impact collectif » (QIC) menée par l'ANCT. Cette initiative vise à renforcer la coopération entre acteurs locaux et à renouveler la politique de la ville dans les quartiers prioritaires, en s'inspirant de méthodes canadiennes d'impact collectif.

L'expérimentation répond à la nécessité d'accroître l'engagement citoyen, de surmonter la fragmentation des actions et d'adopter des approches plus collaboratives pour obtenir des changements durables. La première phase a concerné des territoires pilotes (Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France, Mayotte), bénéficiant d'un accompagnement et de formations. Les premiers résultats montrent une transformation des pratiques, un renforcement de la collaboration, une mobilisation de nouveaux partenaires, et une gouvernance plus circulaire, avec une implication variable des habitants.

► L'étude

► Comité interministériel des villes 2025

Premier ministre. Dossier de presse, 6 juin 2025. 24 p.

Le Comité interministériel des villes (CIV) 2025 s'est réuni à Montpellier le 6 juin 2025. Trois grandes priorités structurent la nouvelle feuille de route :

- Assurer l'égalité des chances pour les enfants et les jeunes des quartiers prioritaires, notamment via la scolarisation précoce et l'accompagnement vers l'emploi (Poursuivre la généralisation des Cités éducatives ; doubler les objectifs de scolarisation des enfants de moins de 3 ans ; renforcer la prévention et la prise en charge des problématiques de santé mentale des jeunes, ...)
- Garantir la tranquillité publique pour permettre l'efficacité des autres politiques publiques (Résoudre, avec les bailleurs sociaux, l'ensemble des difficultés d'entretien des parties communes ; doubler les délégués à la cohésion police-population d'ici à 2027 ; ouvrir des maisons France services supplémentaires, ...)
- Favoriser l'insertion professionnelle et le développement économique dans les quartiers, en stimulant l'entrepreneuriat et l'activité économique locale (accélérer la création d'entreprises, en particulier pour les femmes ; attirer les investissements privés par des incitations fiscales propres aux QPV, en lieu et place des zones franches urbaines-territoire entrepreneur (ZFU-TE), ...).

► Le dossier de presse

Ruralités

► Paroles de campagne. Imaginaires et réalités de la ruralité française

Destin Commun, Bouge ton coq, Insite et Rura, Clémentine Guilbaud Demaison, Tristan Guerra, Raphaël Llorca et Laurence de Nervaux. Juin 2025. 91 p.

Qui sont les ruraux aujourd'hui ? A quoi ressemble leur quotidien, et comment perçoivent-ils leur place dans la société ? Loin des raccourcis et clichés, cette étude propose une immersion inédite dans les réalités de la France rurale. Elle s'appuie sur une enquête d'opinion géo-référencée, combinée à des groupes de discussion approfondis, pour donner la parole aux premiers concernés : les habitants de la ruralité.

► L'étude

► France rurale : les dangers du ressentiment

Salomé Berlioux et Eric Charmes (Invités). France Culture, émission "*France Culture va plus loin - l'Invité(e) des matins*", 10 juin 2025. 39 mn

A l'occasion de la publication de l'enquête "*Paroles de campagne. Imaginaires et réalités de la ruralité française*", ce podcast propose un temps d'échanges et de décryptage des enjeux de la ruralité avec Salomé Berlioux, entrepreneure social et essayiste, fondatrice et directrice générale de l'association Rura (ex "Chemins d'avenirs") et Eric Charmes, sociologue, directeur de recherches à l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat.

Services publics

► Baromètre des services publics 2025 – Volet Grand public

Toluna, Harris Interactive, Ipsos pour la DITP. Avril 2025. 88 p.

Cette enquête s'inscrit dans le cadre du programme Services Publics+. Qualité d'accueil, délai de traitement, simplicité des démarches... l'enquête place les Français au cœur de l'évaluation de leurs services publics. Réalisée sur 19 services publics du quotidien auprès d'un échantillon de 25 000 usagers, dont 500 en situation d'illectronisme, ce premier "Baromètre des services publics" permet d'avoir des résultats comparables, service public par service public, dans toute la France métropolitaine (hors Corse) sur la base d'indicateurs communs.

► L'étude complète ► La synthèse ► Le volet illectronistes

► Le regard des habitants des banlieues et des communes rurales sur l'action publique et l'accès aux services publics

Sondage Ifop, Confinews. Juin 2025. 67 p.

Ifop pour Confinews a interrogé les habitants des communes rurales et des banlieues afin de mieux appréhender leur perception de l'action publique et de l'accès aux services publics, et d'identifier les points de convergence et de divergence entre ces deux « segments » de la population française.

L'appréciation globale de l'action publique et des services publics s'exprime différemment selon les territoires. Malgré ces divergences, les deux populations partagent un sentiment profond de mise à l'écart par l'État central : seulement 26% des habitants des banlieues et 14% des habitants des communes rurales s'estiment plutôt gagnant des politiques menées.

► Les résultats du sondage

Territoires

► **La santé dans les territoires ruraux d'Île-de-France. Analyse descriptive**

ORS Ile-de-France, Jean-Philippe Camard, Institut Paris région. *Focus Santé*, mai 2025. 40 p.

Plus de la moitié des communes franciliennes sont considérées comme des territoires ruraux selon la classification Eurostat ; ces territoires regroupent 556 000 habitants en 2021 soit 4,5 % de la population francilienne. L'état de santé des personnes vivant dans des communes rurales est moins bon que celui des habitants des communes des grands centres urbains avec une surmortalité et une sur-morbidité pour quasiment tous les indicateurs pris en compte dans cette étude. Dans les communes rurales, on peut observer une différence entre les différentes classes de territoires. En effet, ce sont les populations des bourgs ruraux qui ont les indicateurs de santé les plus dégradés par rapport aux communes situées en habitat dispersé et très dispersé.

► L'étude

► **Dans la France des petites villes. La santé à Mazingarbe, comment favoriser l'accès aux soins ?**

ANCT et POPSU Territoires. Binge Audio, 6 juin 2025. 25 mn

Non remplacement des médecins partis à la retraite, manque de spécialistes, difficulté à obtenir (rapidement) un rendez-vous : la désertification médicale gagne du terrain partout en France. Alors, comment faire face ? Thomas Rozec se rend dans les Hauts-de-France, à Mazingarbe, labellisée « *Petite ville de demain* » qui compte 8 000 habitant·es et pionnière en matière de lutte contre les déserts médicaux. Il y a 3 ans, la commune a transformé une ancienne banque en cabinet médical éphémère pour attirer des jeunes médecins et tenter de pérenniser des services médicaux de proximité dans la durée. Trois ans après, médecin, élus et expert·es font le bilan de cette initiative innovante. Echanges avec Louise Gillot, médecin généraliste installée à Mazingarbe depuis 2022, Laurent Poissant, maire de Mazingarbe et Virginie Chasles, professeure des universités en géographie, Université Jean-Monnet Saint-Étienne.

► **Étude prospective mobilités, transport de marchandises et emplois dans les Hauts-de-France. Synthèse**

Ademe, Florent Gauthier, Kevin Retailleau, Aurélien Bigo, et al. Juin 2025. 32 p. Coll. *Expertises*

Cette étude prospective propose 4 scénarios de décarbonation, à l'échelle de la région Hauts-de-France, du secteur de la mobilité des personnes et du transport de marchandises. Ces trajectoires ont pour objectif d'éclairer les choix qui s'offrent aux acteurs en Hauts-de-France pour s'engager collectivement dans la transition (citoyens, territoires, acteurs économiques) vers des mobilités durables. L'impact des scénarios sur les emplois a été estimé, de manière quantitative (nombre) et qualitative (type d'emplois concernés).

► **Un autre ZAN est possible : l'exemple de la démarche bretonne**

Fondation Jean Jaurès, Laurence Fortin. Mai 2025. 11 p.

Fixée par la loi Climat et résilience en 2021, la mise en œuvre du zéro artificialisation nette (ZAN) d'ici 2050 n'est pourtant pas une mince affaire au vu de l'instabilité législative et réglementaire – comme en témoigne la bataille législative entre l'Assemblée nationale et le Sénat, deux propositions de loi antagonistes s'affrontant –, accentuée par un climat de *backlash* écologique. Laurence Fortin, vice-présidente du Conseil régional de Bretagne, en charge de l'économie, l'industrie et la stratégie foncière, présente la démarche collective de territorialisation de la sobriété foncière que la Région Bretagne a entreprise et qui pourrait être une inspiration au niveau national, à condition de stabiliser le cadre normatif, de faire confiance aux territoires et d'outiller les élus locaux.

► La note

Urbain

► Peut-on faire une ville du quart d'heure dans le périurbain ?

Giovanni Fusco. *The Conversation*, juin 2025

De plus en plus de villes misent sur la proximité piétonne et limitent l'usage de la voiture grâce aux politiques dites de la « ville du quart d'heure ». Mais qu'en est-il des espaces périurbains ? Un modèle alternatif existe pour adapter à ces territoires l'idéal de la proximité, quitte à le repenser totalement.

A découvrir



- **L'aménagement du territoire**
Frédéric Santamaria
La Documentation française
juin 2025. 191 p.



- **Rapport sur les inégalités édition 2025**
Anne Brunner et Louis Maurin
(sous la dir.)
Observatoire des inégalités, juin 2025. 160 p.



- **Vers une nouvelle ruralité**
L'expérience des Ateliers des savoirs partagés
J.-L. Klein, D. Bussières,
C. Champagne et al.
Presses de l'Université du Québec, juin 2025, 210 p.



- **Après la ville. Défis de l'urbanisation planétaire**
Pierre Veltz
Edition du Seuil
mai 2025. 288 p.



- **Pour une ville belle**
François de Mazières
Pr f. de Christian de Portzampac
Editions Eyrolles. 223 p.



- **Immobilier hors sol.**
Comment la finance s'empare de nos villes
Marine Duros

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille ANCT

>> **Pour s'abonner au bulletin Veille & territoires : accès direct à l'encart d'inscription**>> **Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr**

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr

VEILLE & TERRITOIRES ISSN 2827-3737



© Juin 2025 - Agence nationale de la cohésion des territoires

[Se désinscrire](#)